

CARACTÈRES ORIGINAUX D'UNE NOUVELLE PHASE

par Paul Boccara



Paul Boccara

Nous avons déjà analysé, dans un premier article, deux ensembles de caractères communs des phases intermédiaires successives de la longue phase de difficultés de la crise de structure. Ils concernent le freinage de la croissance contre l'emploi, marquée par la progression de la part des **ventes de produits contre des créances accumulées** et non contre d'autres produits, développant avec la croissance financière des dominations nationales et internationales, notamment celles des créanciers. Ils se rapportent aussi à l'existence de divers domaines réels d'endettement (ou de création de créances accumulées).

Les limites de ces endettements entraînent finalement l'échec des tentatives de poursuites d'une certaine croissance réelle privée dans une phase donnée, avec l'aggravation du chômage effectif, et la nécessité de passer à une autre phase différente.

Nous avons aussi considéré divers éléments caractéristiques, aboutissant à de nouveaux antagonismes, pour les trois phases intermédiaires antérieures : le tournant de 1967 à 1973-74, la phase 1974 à 1979-80 et celle qui est en train de s'achever de 1981 à 1987-88.

La nouvelle phase qui s'annonce par hypothèse pourrait, elle aussi, s'étendre sur une dizaine d'années, les précédentes ayant duré 7 à 8 ans environ. On y retrouverait les caractères communs, avec un contenu nouveau des traits caractéristiques distingués pour les autres phases et de leurs aboutissements. Il semble en outre que cette nouvelle phase intermédiaire, sans être du tout nécessairement la dernière de la longue phase de difficultés, doive être beaucoup plus originale, avec une maturation nouvelle possible des enjeux des issues.

J'examinerai donc, successivement, quelques éléments d'hypothèses sur l'**originalité particulière** possible de la nouvelle phase, puis sur les **contenus nouveaux** des divers ensembles de traits caractéristiques déjà distingués pour les phases intermédiaires précédentes.

I. — Tentatives plus « réelles » mais relance de la croissance financière contre les populations

Toujours par hypothèse, on assisterait dans la nouvelle phase qui s'annonce à des efforts plus nouveaux et plus ambitieux des forces capitalistes pour essayer de sortir des difficultés économiques graves et persistantes. Mais ils tendraient de nouveau vers l'échec, et redoubleraient finalement les difficultés, car toujours opposés au développement des travailleurs et des populations dans leur masse. Ils développeraient ainsi de nouveaux antagonismes sociaux, tout en amorçant des processus objectifs, sur lesquels s'appuyer, pour les transformer en vue d'une issue effective et progresse au plan national et international par de véritables ruptures structurelles.

Ces efforts plus nouveaux mais relançant les antagonismes et les difficultés pourraient éventuellement s'exprimer dans trois ensembles de processus interdépendants, qui auraient déjà plus ou moins commencé. Il s'agirait :

— de tentatives, face aux débordements d'une ampleur sans précédent de la croissance financière, pour moins accumuler de créances et faire plus d'investissements réels et de croissance réelle,

- de tentatives de faire plus pour développer les capacités de ce que l'on appelle les « ressources humaines »,
- de tentatives de « coopérations » internationales plus hardies.

① **Nouvelles « Associations » de capitaux réels et tendances à de nouvelles dominations relançant la croissance financière supranationale**

En ce qui concerne le 1^{er} processus (faire plus d'investissements matériels) en relation avec le 3^e, (plus de « coopération » internationale), on pourrait davantage faire progresser des exportations de capitaux, visant à ne pas constituer des accumulations de créances et une simple croissance financière mais des investissements directs : ces investissements directs pourraient passer par des rachats et participations dans des sociétés existantes ; ou, plus nouveau, par la création de « joint-venture », sociétés communes entre deux groupes (également avec des entreprises publiques et y compris dans des pays socialistes). Il faudrait considérer les différents domaines de ces investissements directs en liaison avec les mutations technologiques.

Cependant, sous la pression de la recherche de la rentabilité financière des capitaux, on va chercher à poursuivre les mutations technologiques en les utilisant pour des investissements dits « de productivité » (apparente, du seul travail vivant en fait) contre la masse des salaires et de l'emploi, qu'il s'agisse des investissements matériels ou des dépenses d'organisation, de logiciels, recherche, formation. Dans la mesure où cette pression va prédominer, se poursuivra le freinage de la croissance de la production des pays capitalistes (voire mondiale), avec l'insuffisance de la croissance des débouchés et de l'efficacité du fait de l'insuffisance de la croissance de la masse salariale et de l'emploi en quantité et en qualité. Cela relancerait encore la croissance financière non seulement contre l'emploi, mais contre la production réelle.

D'un côté, s'amplifierait encore l'accumulation de créances de l'endettement des entreprises privées et publiques et/ou des États et collectivités qui les aident, pour leurs achats, à l'opposé de l'autofinancement et aussi de la création monétaire anticipant une croissance réelle. D'un autre côté, de façon corrélative, s'amplifieraient aussi les placements financiers des entreprises et des particuliers, ainsi que d'ailleurs la progression des participations et des rachats d'entreprises, mais sans création importante, pour des surprofits de domination et de transferts qu'il s'agisse de spéculation proprement dite ou de domination technologique.

Cela s'effectuerait au détriment de la croissance réelle d'ensemble, avec les contre-coups en définitive sur les dominants eux-mêmes.

Cependant, on peut voir dans les « joint-ventures » et notamment dans les coopérations internationales entre entreprises publiques, une des voies de l'issue à la crise. L'enjeu de privatisations ou renationalisations monterait aussi dans la nouvelle phase, mais à partir des nécessités de coopérations nouvelles privé/public et internationales favorisant l'efficacité sociale et l'emploi des différents partenaires.

② **Nouveaux financements et nouveaux buts des consommations de développement des capacités humaines. Relance des rejets sociaux de la croissance financière supranationale.**

A propos des capacités humaines, il y aurait relation entre le 1^{er} processus (tentatives pour faire moins d'accumulations de créances contre des produits réels vendus), le 2^e bien sûr, (tentatives de faire plus pour les dites « ressources humaines ») et le 3^e d'ailleurs (coopérations internationales plus intimes). A ce sujet, il faudrait distinguer les deux aspects liés des **moyens** du financement et des **objectifs** des consommations sociales de développement des hommes. Il conviendrait aussi de considérer les différents domaines : par exemple la protection sociale, ou encore la formation ou la recherche.

Prenons le domaine de la **protection sociale**, le moins évident, de façon schématique. En ce qui concerne le financement, tout d'abord, la tendance au déficit de la protection sociale signifierait, à sa façon, une consommation réelle contre des créances, à l'opposé de la consommation réelle contre la croissance de l'emploi et des productions réelles correspondantes qui soutenait suffisamment les consommations avant la crise de structure, dans le cadre du système de redistribution dit « de répartition ». Les tentatives de solutions par les compléments de la « fiscalisation » pour une part, et de la « capitalisation » (assurances plus ou moins privées) pour une autre part, qui tendraient à se développer bien davantage, prétendent diminuer le déficit et l'endettement. La fiscalisation s'appuierait sur des revenus réels et la capitalisation partirait aussi d'une épargne réelle.

Vers une nouvelle phase de la crise

Toutefois, la capitalisation, débouchant sur des placements financiers (pour les reversesments), tend à développer de façon évidente la croissance financière, au lieu de la croissance de l'emploi et de la production, y compris en facilitant l'endettement public international (jusqu'aux placements des fonds de retraites japonais en Bons du trésor américain).

Quant à la fiscalisation, elle va de pair avec la réduction des cotisations patronales (favorisant les profits pour la croissance financière), et avec les limitations de l'assiette salaire des cotisations du fait des limitations de l'emploi. Tandis que la fiscalité sur les bénéfiques des sociétés, déjà faible en fait, recule encore, elle est complémentaire de la fiscalité accrue sur les revenus salariaux notamment par l'élargissement sur les bas salaires. Dans ces conditions, elle renforcerait encore les prélèvements sur la masse du pouvoir d'achat salarial, déjà réduite par la pression sur les taux de salaires et sur l'emploi. Elle contribuerait ainsi à la réduction des autres dépenses salariales, s'opposant ainsi à la croissance du débouché et de l'efficacité par les consommations des travailleurs. Elle renforcerait ainsi le freinage de la production réelle et de l'emploi, relançant les déficits de la protection sociale, d'une part, et la croissance financière à partir des profits d'autre part, avec tous les cercles vicieux de la crise de structure.

En ce qui concerne l'objet des dépenses, on peut mentionner de façon plus sommaire, les tendances à l'élitisme et au rationnement de masse des consommations et allocations correspondantes (santé, retraites, etc.). Tandis que sont amorcés des efforts d'efficacité plus grande des dépenses (par exemple de santé) par des indicateurs mieux adaptés des gestions de leurs dépenses, c'est le gâchis et l'inefficacité sociale du rationnement ségréatif qui peut se développer, en même temps que le poids de la rentabilité financière sur les fournitures. Cela s'opposerait à une créativité nouvelle des dépenses élevant leur efficacité, par le développement par exemple de la prévention et de la coopération des usagers pour la santé, dont les exigences objectives montent avec les nouvelles technologies.

Ne parlons pas du besoin d'un traitement complètement nouveau de ce qu'on appelle le 3^e âge contre la retraite-couperet, à l'opposé des rejets sociaux de mise à la retraite précoce sous la pression du chômage. Enfin, au lieu des gâchis de l'indemnisation des chômeurs au lieu des dépenses pour les mettre au travail, la solution de productions réelles (au lieu de dettes) face aux consommations réelles, renvoie essentiellement à la progression de l'emploi. La protection sociale devrait se relier intimement, à tout un système de financement de la promotion de l'emploi en quantité et en qualité.

Prenons le domaine des **consommations réelles de formation et de recherche**. Leur besoin va grandir considérablement dans la nouvelle phase, avec les exigences corrélatives concernant pour ces domaines les financements publics et des indicateurs nouveaux d'efficacité. Il s'agit notamment de l'exigence affichée de 80 % et plus de la classe d'âge ayant le baccalauréat, ou encore de bond des effectifs dans le supérieur. Il s'agit aussi de la tendance à la prépondérance des investissements dits immatériels (de recherche-développement, de logiciel, d'organisation) relativement aux investissements matériels dans les productions les plus avancées. C'est déjà acquis, par exemple, pour les composants électroniques et pour toutes les industries dites de « haute technologie » dans les années 80 (électronique, construction électrique et matériel de précision, aérospatial, pharmacie). Il s'agit encore des exigences nouvelles de coopération internationale beaucoup plus systématique dans des programmes de recherche, de développement, de co-production.

Il convient de distinguer ici aussi les financements et les objectifs. Dans le cas de la recherche-développement, en ce qui concerne les aides au financement de type public, on peut distinguer diverses modalités comme par exemple le crédit d'impôt, les dépenses d'armements, les programmes de coopération internationale.

Si l'on prend par exemple le crédit d'impôt à la recherche-développement dans les entreprises, il exige désormais en France une croissance réelle effective de la masse des dépenses de recherche. Mais aussi monte le besoin de faire grossir l'enveloppe budgétaire publique. Ces dépenses sont en partie nécessairement publiques compte tenu de l'aléa des dépenses improductives portant sur des capacités humaines, mais élevant la productivité, ici ou là et à l'échelle sociale selon une certaine probabilité, et non strictement en fonction de la dépense locale. Toutefois, à mesure que l'importance de ces dépenses publiques progresse, monte le besoin de non-secret et de socialisation des résultats ainsi que d'indicateurs d'efficacité de l'utilisation des fonds. Ce qui nécessite des coopérations franco-françaises et internationales non cloisonnées

par la concurrence pour la rentabilité financière, ainsi que des coopérations avec tous les usagers pour les stimulations et les mesures d'efficacité sociale des recherches.

On comprend que, dans ces conditions, puisse se révéler comme jamais le caractère de gâchis de la stimulation indirecte de la recherche-développement par les dépenses d'armements. Ces armements sont eux-mêmes retirés du circuit de la reproduction, ne permettant ni la consommation des travailleurs, ni la consommation productive comme matériel de production.

On comprend aussi l'exigence formidable de coopération internationale. Mais ici encore sous couleur de coopération, ce sont les tendances à la domination (y compris les gâchis du secret) qui vont prédominer entraînant des gaspillages considérables à l'échelle sociale. Une base essentielle de ces dominations et gâchis consisterait ici aussi dans le non-développement de la masse de l'emploi, et dans le développement élitiste des formations et des responsabilités des travailleurs, les pays valorisant moins la masse de leur population aggravant ainsi leur propre domination. Il s'agit au contraire d'étaler les coûts de recherche-développement relativement aux résultats non seulement par la coopération internationale, mais surtout par la valorisation maximum des populations nationales et régionales, entraînant en outre la possibilité d'empêcher les prélèvements et transferts des dominations.

On est ainsi renvoyé encore une fois à la question centrale du financement de l'emploi, aux conditions de travail, d'organisation et de responsabilité dans les entreprises et enfin aux dépenses de formation.

Au lieu de lier les dépenses de recherche avec celles de l'investissement financier, pour les gâchis des dépenses de contrôle direct de vastes ensembles et pour les gaspillages des dominations indirectes des échanges, il faudrait des coopérations plus hardies, mais sans les dépenses de contrôle financier et en association. Il faudrait aussi solidariser les dépenses de recherche avec les autres dépenses pour les travailleurs et la population, pour l'emploi et la formation.

Les efforts nouveaux concernant les dépenses de formation vont eux aussi sans doute tendre au contraire à développer de nouveaux antagonismes, sous la pression de la rentabilité financière des entreprises. L'insuffisance de la production de ressources matérielles, du fait de la limitation de l'emploi et de la production, va retentir sur l'insuffisance des budgets et sur le grossissement de l'endettement public au plan national et international. L'élitisme et la domination dans les contenus vont aussi jouer contre l'efficacité et pour la fuite en avant dans la croissance financière, la domination et le chômage massif, à l'opposé de relations intimes nouvelles entre travailleurs effectifs ou potentiels des entreprises et système de formation.

Dans tous les domaines examinés, c'est le besoin de critères et d'indicateurs de gestion des entreprises de production et de service, du système de financement et de crédit, des services non marchands, allant dans le sens d'une efficacité sociale fondée sur le développement massif des populations qui serait en jeu. Au contraire, les obstacles de la dictature des critères de rentabilité capitaliste, devraient pouvoir reculer dans de nouveaux compromis suffisamment avancés pour être viables et évolutifs.

II. — Contenus originaux de traits caractéristiques, déjà repérés pour les phases intermédiaires antérieures

① Zones de « relance » et problèmes internationaux.

Les zones privilégiées de relance de la croissance contre créances, concernaient pour la première phase les pays capitalistes développés et pour la deuxième, les pays dits en voie de développement (y compris des pays socialistes). Pour la troisième phase, c'était principalement les États-Unis, dont le déficit commercial, le déficit budgétaire et l'endettement ont crû de façon extraordinaire, tandis que l'accumulation systématique des créances s'est faite au bénéfice du Japon et de la République Fédérale d'Allemagne (aussi sur le dos d'autres pays comme la France).

Par hypothèse, pour la nouvelle phase on verrait des tentatives d'extension considérable des zones. On verrait d'abord, la RFA et le Japon continuer à vendre contre des créances, mais aussi essayer bien davantage de transformer les créances en exportations de capitaux directs, de contrôle ou de joint-ventures. La RFA développerait cette activité en partie vers les États-Unis, et plus spécialement dans la zone « Eurafrique », particulièrement dans la CEE dont l'intégration sera renforcée, et aussi vers les pays socialistes européens, pas seulement la RDA qui joue déjà un rôle impor-

tant, mais de façon nouvelle vers les autres pays socialistes notamment l'URSS. Le Japon ferait de même, peut-être plus vers les États-Unis, mais aussi dans la zone « Asie-Pacifique », particulièrement dans les nouveaux pays industriels du Sud-Est Asiatique et aussi sans doute dans une certaine mesure vers les pays socialistes essentiellement la Chine qui développerait aussi ses relations avec d'autres pays capitalistes. Les États-Unis essaieraient de mieux se placer dans ces deux grandes zones d'attraction hypothétiques, tout en s'efforçant à la fois de profiter des intégrations nouvelles, de certains transferts de charges (armements), du rôle nouveau des pays socialistes et de développer des relations bilatérales pour diviser tous leurs partenaires rivaux. Leur intégration avec le Canada progresserait, tandis que des tentatives nouvelles viseraient l'Amérique latine.

Cependant, pour ne prendre que la zone « Eurafrique », ce n'est pas sans visées de domination commerciale et financière que la RFA essaierait notamment de développer une politique de pénétration économique à l'Est, en essayant d'utiliser notamment les atouts de son utilisation du travail français qualifié et des technologies françaises devenue bon marché grâce aux rapports francs/marks. De nouvelles difficultés économiques seraient relancées par ces efforts de domination, à travers la coopération plus intime, par exemple avec la France mais aussi avec l'Union Soviétique. D'où l'enjeu de propositions nouvelles tout particulièrement à partir de la France pour rééquilibrer les relations à l'intérieur dans la CEE, en liaison avec de véritables coopérations d'intérêt mutuel, notamment des recherches et des co-productions avec les pays socialistes et avec les pays du Tiers-Monde. De même, à partir de ces propositions et des intérêts non alignés des peuples d'Europe Occidentale, il conviendrait de s'opposer à la domination américaine (alliée de façon rivale au Japon) en s'opposant aux efforts français ou allemands de relations privilégiées avec les États-Unis au détriment du développement européen.

Dans le monde entier, et plus particulièrement dans les pays dits en voie de développement, l'enjeu de véritable nouveau domaine de financement non unilatéral par accumulation de créances, permettant de sortir de la crise, deviendrait de plus en plus le développement des populations et leur emploi massif.

En ce qui concerne les **dépenses d'armement**, on assisterait à des efforts de transferts dans une certaine mesure des gâchis de ces dépenses sur le Japon et la RFA par les États-Unis, ainsi que de domination technologique à travers ces transferts, ou encore de coopération militaire nouvelle franco-allemande. Mais ce qui pourrait être une sorte de « valse-hésitation » du désarmement nucléaire, qui a déjà commencé en Europe entre l'URSS et les États-Unis, caractériserait aussi la phase nouvelle. Ainsi monterait l'enjeu non seulement pour la paix, mais politique, économique, technologique et pour une coopération hardie et intime avec les pays socialistes et avec le Tiers-Monde de progrès réels et graduels du désarmement.

② Transformations technologiques et enjeux sociaux

Le passage à un véritable système technologique nouveau (quoique de transition) serait désormais en cause par hypothèse. Cela poserait les questions centrales de la possibilité d'un **processus de généralisation** des techniques actuelles de l'automatisation (robotisation, cellules flexibles, etc.) de la mise en place de réseaux informatiques, internes et externes aux entreprises, et de réseaux de télécommunication branchés sur les nouveaux services informationnels interactifs aux entreprises, aux administrations et aux ménages, de la localité au plan international, avec les matériels, les formations et les organisations correspondantes.

Les efforts de nouveaux financements mixtes (public-privé) et de nouvelles coopérations internationales iraient dans ce sens. Toutefois, le développement des dominations pour les surprofits financiers dans les entreprises et dans la société, au plan national comme au plan international, entraînerait des obstacles et des gâchis grandissants s'opposant à un tel processus de généralisation. Dans les entreprises, on assisterait à l'insuffisance de la croissance de la production réelle et de l'emploi pour étaler les nouvelles avances de fonds. Le maintien de majorités de travailleurs parcellisés et réduits à exécuter des travaux de surveillance et de bouche-trou, avec une participation tronquée et la persistance de scission grave avec la conception et la direction, entraîneraient à la fois la non généralisation des nouvelles technologies et leurs surcoûts, avec les gâchis des matériels et des hommes (dysfonctionnements de toutes sortes). Dans la société globale l'insuffisance de la consommation de masse des ména-

nages et de la formation généralisée s'opposerait à la systématisation, en liaison avec les obstacles aux concertations nécessaires « usagers/travailleurs ».

Au plan international les gâchis de la concurrence des grands groupes monopolistes, les prélèvements, les retards, l'insuffisance des débouchés croissants suffisamment vastes et réguliers et de l'efficacité pèseraient contre la mise en place d'un nouveau système. Tout cela relancerait le cercle vicieux des accumulations de créances freinant la croissance globale, entraînant des blocages et les contre-coups des difficultés des dominés sur les dominants.

Ainsi monteraient les enjeux non seulement de nouvelles « réglementations » concertées contre les « déréglementations » anarchiques et les oppositions de « normes », d'organisations favorisant la coopération à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises, ainsi que de nouveaux indicateurs et critères de gestion, mais aussi et surtout de nouvelles conditions de financement pour de véritables coopérations dans les nations au plan régional et au plan international.

③ **Financement et système monétaire-financier**

C'est, en effet, au niveau des **transformations du financement** ainsi que des **systèmes monétaires et financiers** nationaux, zonaux et internationaux que semblent converger toutes les tentatives, les blocages et les enjeux de l'issue, à travers la nouvelle phase de la crise.

A ce niveau se développerait, par hypothèse, un antagonisme fondamental. D'une part, on assisterait aux exportations nouvelles de capitaux directs et aux joint-ventures, prétendant viser des transferts et des résultats plus réels que monétaires, à la supranationalisation accrue des firmes, visant du moins à l'intérieur de la firme des comparaisons de productivité réelle dans les différentes sphères en opposition avec la spéculation monétaire et financière. Progresseraient aussi l'internationalisation des financements des dettes publiques des pays développés eux-mêmes, y compris des pays socialistes, avec le rôle grandissant du yen et du deutsche mark, l'intégration des zones économiques, comme celle de la CEE (avec le rôle nouveau de l'écu et du deutsche mark face au dollar) et la tendance à une convertibilité nouvelle entre toutes les zones, y compris la tendance à la convertibilité de la zone rouble et à l'entrée non seulement de la Chine mais de l'URSS dans des institutions comme le FMI. Tout cela exigerait des unités de mesures de conversion plus objectives et réelles, ainsi que non fondamentalement dominatrices, ainsi que des unités de réserves non unilatérales et monopolisatrices.

Mais, d'autre part, le monopole maintenu de monnaie internationale du dollar, même relayé en partie par le deutsche mark et le yen, ainsi que les efforts recherchés de prélèvements, à travers la domination financière et commerciale notamment par les termes de l'échange, vont tendre à travers des transferts accrus, à relancer davantage les accumulations unilatérales de créances. Cela accroîtrait en définitive, la gravité des gâchis des fonds, du freinage de la production et encore plus de l'emploi — devant dans tous les pays intolérables et plus particulièrement dans le Tiers-Monde — avec le contre-coup des difficultés des dominés sur les dominants, y compris sur les dévalorisations des créances.

C'est pourquoi, les enjeux de transformations structurelles radicales peuvent monter. Un premier enjeu vise la suppression de privilège de monnaie mondiale du dollar, même appuyé sur les relais du deutsche mark et du yen, en vue d'un système tendant à être véritablement international, utilisant notamment de nouvelles unités de réserves et d'achat international, dans une structure pluraliste, ainsi que de nouvelles unités de mesure.

Pour les unités internationales de réserve et de moyens d'achat d'un système pluraliste, articulant diverses zones entre elles, il s'agirait de supprimer le monopole de monnaie internationale du dollar appuyé sur les autres monnaies dominantes (y compris le franc pour la zone franc) au profit par exemple de monnaies de réserve zonales, fondées sur les monnaies nationales de la zone (de type écu et monnaies nationales mais sans domination entre elles, pour la CEE).

A propos de la question centrale des PVD pour lesquels diverses zones sont possibles, par exemple à partir d'organisations déjà existantes en Amérique latine ou en Afrique, on se heurterait à l'endettement et au déficit structurel des paiements. Aussi trois types de mesures sont envisageables :

Vers une nouvelle phase de la crise

— un moratoire pour la dette (annulation pour partie, rééchelonnement très long pour une autre, avec des préférences d'échanges liées éventuellement).

— l'utilisation des exportations de capitaux des sociétés mixtes ou « joint-ventures », à majorité nationale, favorisant l'emploi et des co-productions. Les équipements importés (ne formant plus des créances mais des parts de propriétés) pourraient être achetés contre des monnaies nationales des PVD, utilisées pour les achats nécessaires sur place et gardées en réserve, avec certaines garanties de pouvoir d'achat. Ces monnaies nationales permettraient les achats ultérieurs des portions de co-production (dépassant les rémunérations de capitaux et permettant de réduire la part du capital étranger), dont les prix seraient révisés contre la domination dans les termes de l'échange.

— Un fonds de développement des capacités humaines dans les pays en voie de développement (pour les aides en infrastructures et services dans la production alimentaire, l'urbanisation, l'éducation et l'information) en fonction de la population. Il serait alimenté par un prélèvement obligatoire sur les pays riches, en fonction de leur richesse, favorisant les débouchés et l'emploi dans ces pays.

Tout cela serait complémentaire, en effet, d'une transformation interne fondamentale dans les pays capitalistes dominants. Le secteur public et mixte verrait grandir le but d'efficacité sociale, visant centralement à développer l'emploi en quantité et en qualité, tout en réduisant le temps de travail et en augmentant le temps de formation initiale et continue. Dans un pays capitaliste comme la France, la question du financement de l'emploi en quantité et en qualité, pour rompre avec les cercles vicieux de la crise, monterait comme enjeu, avec ses implications pour une autre création monétaire et pour la décentralisation régionale (avec des fonds régionaux d'intervention).

Les unités de mesures essaieraient de commencer à dépasser la dictature anarchique de l'or, en visant des indicateurs réels, avec des mesures en volume, en prix constant, et aussi des calculs de productivité directe (renvoyant à des volumes de travail).

— En conclusion, l'enjeu du développement des capacités et de l'emploi des populations comme nouveau domaine social de financement, à l'échelle du monde entier pourrait devenir central. Ce développement permettrait de sortir des cercles vicieux du freinage de la croissance d'une production de richesses matérielles et de services vendus contre des créances accumulées, du chômage massif durable et des dominations internationales exacerbées corrélatives.

Le développement des populations a toujours été au centre de l'issue des longues phases de difficultés de longues périodes. Mais l'originalité de la longue phase actuelle et de la nouvelle phase intermédiaire qui s'annonce consisterait en des mises en cause beaucoup plus profondes de la domination des capitaux privés et de la gestion même des entreprises publiques et du secteur public en général. Des rassemblements nationaux et internationaux nouveaux, pourraient opposer à la relance des cercles vicieux de la croissance financière et des dominations sociales et internationales, de nouvelles coopérations, en s'appuyant sur les possibilités et les exigences de la révolution informationnelle pour un développement moins chaotique et plus solidaire de l'humanité.

P.B.